

# La stratégie du choc

## La montée d'un capitalisme du désastre

de Naomi KLEIN

*Notes de lecture de J-P Allétru (février 2009)*

### L'actualité de ce livre

Il n'y a rien de plus urgent en cette période de crise économique que d'ouvrir les yeux sur le fait (admirablement démontré dans ce livre) que l'ultralibéralisme ne recule pas pendant les crises et que celles-ci lui sont, tout au contraire, l'occasion d'avancer à pas de géant.

La naïveté sans borne de ce qui reste des organisations dites « de gauche » (dont l'inculture économique est notoire, quand elles n'ont pas tout simplement trahi) ajoutée à l'abrutissement télévisuel de la grande majorité du public (qui ne voient même pas, dans les affaires de « gros sous », la différence entre prêter un million aux uns et donner un milliard aux autres), font que les manipulations les plus grossières n'éveillent même plus l'attention.

Il se répand actuellement l'illusion que le « capitalisme est en crise » et qu'en conséquence il va reculer devant les Etats appelés à la rescousse, et qu'on va revenir à davantage de social et de solidarité.

J.M. Keynes, F.D. Roosevelt et son new deal sont à la mode, les journaux en sont pleins. On se prend à rêver au retour annoncé de l'Etat providence. On s'imagine encore que les peuples vont se mobiliser pour rétablir la justice si on enlève le pain de la bouche de leurs enfants. Erreur tragique ! C'est exactement le contraire qui s'est passé des dizaines de fois lors des 35 dernières années.

On peut parier à 100 contre 1 que celle-ci ne fera pas exception à la règle.

*Nota : Ce livre est beaucoup plus riche que les seuls points soulignés ici pour les besoins du sujet. Il fait notamment une analyse troublante de la similitude entre les méthodes d'interrogatoire pratiquées à Guantanamo (privation sensorielle suivie d'un « excès de réalité ») et les méthodes utilisées (terrorisme d'Etat) pour prendre les peuples par surprise et imposer des changements inconcevables en temps normal.*

*Il éclaire également sur la corruption constitutive de l'Administration Bush et sur le processus qui a plongé l'Irak dans le chaos.*

### En préambule : **description de la Bête**

L'ultralibéralisme n'est rien de plus qu'une doctrine fondamentaliste d'une cruelle évidence. Certes on peut lire « Capitalisme et liberté » de Milton Friedman, exactement comme il suffisait de lire « Mein Kampf » pour savoir ce qui allait se passer en 1933, mais on peut gagner du temps en retenant simplement que :

- il s'agit d'une idéologie qui prône la supériorité du « capitalisme pur » (l'obsession de la pureté anime tous les extrémistes de la planète). Il s'oppose au « capitalisme impur » de J.M. Keynes, lequel s'est compromis à corriger les excès du capitalisme par des mécanismes de redistribution. C'est le motif d'une guerre de religion qui prétend mettre un point final à l'Histoire.

- Le mécanisme de la « main invisible », qui doit apporter le maximum de bien être à tous, est infaillible et d'une pureté absolue, car non humain (il est mathématiquement démontrable,

à condition de faire l'hypothèse que les agents économiques sont des égoïstes rationnels ; mais surtout qu'ils disposent tous d'un niveau égal d'information, ce qui n'est jamais le cas dans le monde réel). *C'est l'invocation de cette loi, d'apparence scientifique, qui permet d'organiser le pillage général au bénéfice exclusif de quelques uns, tout en prétendant agir pour le bien commun.*

- Pour s'exprimer pleinement le marché a besoin d'un « laisser-faire » total. Le capitalisme ne peut atteindre son état de pureté maximale que lorsque l'Etat (acteur de la redistribution, donc grand perturbateur des marchés) est réduit à néant. *Ceci permet de brader les richesses des Etats au bénéfice de quelques intérêts privés ou plus habilement de privatiser les bénéfices en socialisant les pertes.*

C'est tout pour la doctrine. Ces trois lubies sont le seul bagage nécessaire au croyant.

Pour réduire les Etats à l'impuissance quatre actions sont à mener :

- Libérer les marchés (aucun contrôle des prix), on dit aussi « déréglementer »
- Réduire les budgets sociaux (aucune redistribution), on dit aussi faire un « effort de rigueur »
- Privatiser les services de l'Etat (étendre l'emprise des marchés sur tous les aspects de la vie sociale)
- Ouvrir les frontières (aux marchandises et capitaux, pas aux hommes), *donc permettre aux multinationales de faire main basse sur toutes les richesses naturelles et humaines de la Planète.*

C'est tout pour la méthode. Ces quatre préceptes sont à répéter à chaque instant, comme des mantras, et surtout à appliquer en chaque occasion.

Pour la tactique il suffit de connaître les deux gros mensonges qui servent à faire passer la pilule :

La liberté des marchés est la condition nécessaire et suffisante à la liberté des hommes, autrement dit la démocratie accompagne toujours le McDonald (sauf quand, suite à de malheureuses circonstances, « Les citoyens étaient en prison pour que les prix fussent en liberté »).

La souffrance économique est une épreuve de courte durée car la prospérité des plus riches finira par retomber en pluie fine sur les plus pauvres (la fameuse « percolation », dont il n'y a pas un seul exemple dans l'histoire, et qui est l'équivalent de la promesse du paradis pour les martyrs de la foi).

Avec en plus pour finir le secret inavouable que ce livre à le mérite de mettre au jour :

Ce n'est que pendant les cataclysmes (naturels ou provoqués) que la démocratie peut être neutralisée et il faut profiter de l'état de choc pour faire passer les réformes le plus rapidement possible (blitzkrieg). « Le mal doit se faire tout d'une fois : comme on a moins le temps d'y goûter, il offensera moins... » (Machiavel)

### **Comment la Bête fait son chemin**

De même que le Sida a pu conquérir le monde sans que chacun de ses petits soldats soit piloté par un état major, de même l'ultralibéralisme a conquis le monde sans qu'il faille en chercher la cause principale dans un complot orchestré par une clique d'acteurs supérieurement intelligents et organisés.

De 1929 jusqu'aux années 1970, l'ultralibéralisme n'a guère fait parler de lui, il était plutôt considéré comme une curiosité qui faisait rigoler les économistes sérieux. Simplement il attendait son heure (qui n'aurait jamais du arriver) avec la patience d'un virus embusqué.

Un organisme sain côtoie chaque jour des milliards de microbes sans en être aucunement affecté. Mais il suffit d'une baisse de ses défenses : accident, brûlure grave ... pour qu'il soit terrassé par une septicémie. Ainsi **il suffit qu'une société soit gravement perturbée (crise économique, catastrophe naturelle, guerre ...)** pour que l'ultralibéralisme sorte de son trou. Quand les gens sont déboussolés, ils sont prêts à suivre celui qui a l'air de savoir où il va. Et les charismatiques prêcheurs du libre marché ont toujours l'air de savoir où ils vont.

Toute la force de l'ultralibéralisme tient à l'alliance de la doctrine la plus rigide avec **la pratique la plus opportuniste**. Une doctrine rigide (au point d'être inapplicable dans la pratique) a l'énorme avantage de ne pouvoir être contredite par les faits, mais surtout de ne pouvoir jamais entraver l'action. Impraticable car irréaliste, elle devient compatible avec toute initiative de circonstance. Elle donne juste une vague orientation générale et laisse concrètement le champs libre aux improvisations. C'est le triomphe du **pragmatisme**. C'est la raison pour laquelle elle séduit tant les opportunistes parmi lesquels elle recrute une armée de serviteurs zélés.

L'opportunisme, qui ne s'embarrasse d'aucun scrupule, et qui ne doit rendre des comptes qu'à une doctrine bien peu contraignante (pour les faux dévots qui savent l'interpréter) est d'une efficacité tactique redoutable. L'hypocrisie est prônée comme la principale vertu, garante d'efficacité opérationnelle. C'est l'écart (aussi grand qu'on veut) entre la théorie et la pratique qui permet aux virtuoses du système de pratiquer exactement le contraire de ce qu'ils recommandent : s'en mettre plein les poches au cœurs de monopoles bien verrouillés, tout en prônant la concurrence maximale pour les autres. **Le libéralisme « corporatiste » (c'est à dire au service d'une oligarchie) recouvre un pillage obstiné et brutal.**

Tirer toujours dans le même sens, même de façon aveugle, finit à la longue par produire de grands effets (ainsi la pesanteur - en l'absence de force tellurique inverse - à l'occasion du gel, de la pluie, ou des tremblements de terre, fera descendre pour finir les montagnes au fond des vallées). Ainsi va l'ultralibéralisme.

Instruit par ses premiers succès, Milton Friedman écrit en 1982 :

« Seule une crise – réelle ou supposée – peut produire des changements. Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées en vigueur dans le contexte. Telle est, me semble-t-il, notre véritable fonction : trouver des solutions de rechange aux politiques existantes et les entretenir jusqu'à ce que le politiquement impossible devienne politiquement inévitable ».

**L'ultralibéralisme** ne tire pas sa résilience du seul fait qu'une idée simple ne peut pas disparaître, ni sa force du seul fait qu'il s'appuie sur le ressort humain le plus largement partagé : l'égoïsme.

C'est plus pernicieux : une fois lâché, le monstre **s'alimente des désastres inexorables qu'il provoque**.

Il ne faut donc pas se réjouir de ses échecs, notamment de la crise actuelle : il en sortira renforcé.

## **Démonstration sur quelques exemples significatifs : La résistible ascension du gang de Chicago**

*Milton Friedman, idole des ultralibéraux, était connu comme chef de l'école économique de Chicago.*

### **Le Chili de Pinochet (1973)**

Les Etats-Unis ne supportaient pas le socialisme pacifique d'Allende, mauvais exemple pour le « cône sud », qui nuisait aux intérêts de ses entreprises, notamment ITT. La CIA croyait à l'époque que seule une dictature pouvait imposer un système aussi impopulaire que l'ultralibéralisme. La terreur mise en œuvre par Pinochet, en lançant l'armée contre la classe moyenne, prépara le terrain pour une expérience d'ultralibéralisme en vraie grandeur.

Le contrôle des prix fut supprimé, nombre d'entreprises privatisées, et les dépenses (sauf militaires) diminuées. Résultat : une inflation record du monde, l'explosion du chômage et l'omniprésence de la faim. Même les capitalistes locaux regrettaient Allende. Milton Friedman appelé en secours diagnostiqua que la réforme n'avait pas été assez radicale et qu'il fallait appliquer sa méthode avec davantage de rigueur encore. Au final le pays fut plongé dans une profonde récession et n'évita la faillite que grâce à la compagnie minière (restée nationalisée) qui générait 85% des revenus d'exportation. Pinochet ne sortit le pays de la crise à la fin de son règne qu'en virant ses économistes les plus extrémistes et en appliquant des mesures proches de celles mises en place par Allende (la démocratie en moins). Il y a tout de même eu, pour certains, un « miracle économique chilien » : en effet le Chili s'était hissé au huitième rang des pays les plus inégalitaires du monde.

En vérité ce pays n'a jamais été le laboratoire du capitalisme pur vanté par ses chantres, il a été mis en coupe réglée par un corporatisme alliant l'Etat policier et quelques grandes entreprises livrant une guerre sans merci aux travailleurs afin de s'arroger le maximum de richesse. Puisque le but n'était pas de redresser l'économie mais bien de la piller, on ne doit pas parler d'échec, mais de succès.

Bien entendu Milton Friedman nia toute implication dans les horreurs chiliennes : il n'avait fait que prodiguer des « conseils techniques ».

Il est évidemment impossible de prouver qu'on a eu tort ou raison en matière d'expérience économique en vrai grandeur, seule les arguments d'autorité ont cours (de part et d'autre) puisqu'il est impossible de recommencer différemment l'expérience. Il n'y a que l'accumulation de résultats stupéfiants qui vaut démonstration.

### **Les disparus d'Argentine (1976)**

Comme le Chili, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine faisaient naguère office de vitrine d'un développement local qui s'inspirait davantage de Keynes que de Marx (la lutte contre le communisme n'était qu'un prétexte). Les généraux argentins qui destituèrent Isabel Péron s'inspirèrent largement des méthodes de Pinochet : suppression du contrôle des prix alimentaires, braderie des sociétés d'Etat aux multinationales. Par contre pour éviter la mauvaise publicité de méthodes trop brutales (qui finissent par inquiéter les investisseurs étrangers), ils s'arrangèrent pour terroriser la population sans laisser de trace, d'où les 30 000 disparitions.

A noter que les opinions occidentales sont devenues extrêmement vigilantes au sujet des violations des droits de l'homme mais n'ont jamais fait le rapprochement avec les « thérapies de choc » économiques qui les motivaient.

Résultat : Les salaires diminuèrent de 40%, le pays recommença à montrer des signes de sous-développement, et la croissance la plus spectaculaire fut celle des bidonvilles...

### **La guerre des malouines (1983)**

Margaret Thatcher, grande admiratrice de Pinochet, se désespérait de pouvoir appliquer le « remède de cheval » de l'école de Chicago en Angleterre, elle était assurée de perdre les élections (au bout de trois ans, l'inflation et le chômage avaient doublé) quand la junte argentine (qui croulait de son côté sous le poids de la dette, et avait besoin d'une bonne petite guerre facile à gagner pour redorer son blason) lui apporta la solution inespérée en plantant son drapeau sur un îlot désertique. Dopée par la victoire, la « dame de fer » eut les coudées franches pour mener dans la foulée sa contre-révolution et lança la violence d'Etat contre les mineurs en grève (l'ennemi intérieur, qui est beaucoup plus coriace, mais tout aussi dangereux pour la liberté, disait-elle).

Preuve était faite que la révolution ultralibérale était possible dans une démocratie avancée : il suffit d'exploiter habilement toute crise qui se présente.

### **Le naufrage de Solidarnosc**

Lors de son congrès en septembre 1981 le grand syndicat polonais se transforma en mouvement révolutionnaire et inscrivit à son programme l'intention de transformer les sociétés d'Etat géantes en coopératives démocratiques de travailleurs. La loi martiale fut déclarée et les tanks prirent position autour des usines pour geler la situation. En 1988, Gorbachev au pouvoir à Moscou autorisa des élections où Solidarnosc s'imposa. Mais l'économie était au plus mal avec une dette de 40 milliards de \$ et une inflation de 600%. Pour éviter l'effondrement total et la famine, on dut faire appel au FMI, lequel était sous la coupe des Chicago Boys. Plutôt que d'encourager une mutation en douceur derrière le rideau de fer, celui-ci vit une occasion d'appliquer sa thérapie de choc et fit pourrir la situation pour contraindre la Pologne à passer directement à l'ultralibéralisme. Le prêt octroyé, 119 millions de \$, n'était qu'une aumône indécente, et une équipe inspirée par l'école de Chicago prit les choses en main : les mines, les chantiers navals et les usines d'Etat furent vendus au privé. Adieu les coopératives démocratiques. Comme le mur de Berlin tomba en 1989, c'est toute l'Europe de l'Est qui fut prise dans un tourbillon.

Solidarnosc, ayant présidé à la mise en place d'un état de précarité permanent (20% de chômage), essuya en 1993 une déroute électorale.

### **Le massacre de la Place Tiananmen,**

En Chine le gouvernement voulait déréglementer les salaires et les prix, tout en interdisant les libertés civiles. Les manifestant voulaient exactement le contraire, c'est à dire la démocratie, mais refusait également le capitalisme déréglementé, ce que les médias occidentaux se gardèrent de souligner (on ne pouvait démontrer avec plus d'éclat que la liberté des prix et la liberté des peuples peuvent être séparés).

Deng invita Milton Friedman comme conseiller et celui-ci montra Hong Kong comme exemple de pays plus libre que les Etats-Unis (malgré l'absence de démocratie) puisque le gouvernement y jouait un rôle moins grand dans l'économie. Le Politburo reçut le message 5 sur 5. Les anciens dirigeants communistes pouvaient rester en place et imposer la liberté des marchés grâce à un contrôle autoritaire comme l'avait fait Pinochet. Les forces de répression furent considérablement renforcées et les travailleurs durent renoncer à bon nombre d'avantages et à la sécurité de l'emploi pour qu'une minorité soit libre d'engranger des profits

mirobolants. Environ 2900 descendants du Parti se partageaient une fortune estimée à 260 milliards de \$.

Ainsi le bastion du communisme devient l'atelier de misère le plus rentable du monde.

### **Comment la Russie fut bradée aux oligarques**

Lors du G7 de 1991, Gorbatchev est bien étonné d'apprendre que la communauté internationale ne le soutient pas dans son action de transformation de la société russe vers une sociale-démocratie à la scandinave, en une dizaine d'années, et qu'on allait lui couper les crédits s'il ne mettait pas immédiatement en œuvre une thérapie de choc sous la houlette du FMI. Il fallait donc mettre un frein au processus démocratique engagé.

Boris Eltsine, héros populiste de la défense du Parlement face à une attaque de la vieille garde communiste, et bien disposé à jouer le Pinochet russe, prend le pouvoir. Il y a deux façon de briser une économie centralisée, soit la démocratique, plus longue, soit le partage des morceaux entre les apparatchiks, plus expéditive. Boris Eltsine préfère la seconde. Les institutions chargées du maintien de l'ordre furent renforcées et un cabinet secret soutenu techniquement par les Chicago Boys pris les réformes en main. Comme les polonais, les russes auraient préféré privatiser via des coopératives de travailleurs, mais ils furent pris par surprise lors d'une « attaque éclair » lancée pendant la « conjoncture favorable » créée par « le brouillard de la transition ». A nouveau le même scénario de la thérapie de choc : en 1992 la consommation du russe moyen avait baissé de 40% par rapport à 1991. Le parlement qui fait écho au mécontentement populaire entre en conflit avec Eltsine, en 1993 le Pinochet russe lance les chars contre l'immeuble du Parlement qu'il avait défendu deux ans plus tôt. Le programme peut commencer : suppression du contrôle des prix alimentaires, colossales réductions budgétaires, accélération des privatisations. Les russes n'arrivent pas à suivre. En contradiction avec les préconisations de l'école de Chicago, Eltsine n'autorise pas les étrangers à faire l'acquisition d'actifs russes. Le groupe des oligarques sort de l'ombre, la Russie qui ne comptait aucun millionnaire compte 17 milliardaires en 2003.

Sa popularité étant tombée en dessous de 10%, le président russe a besoin d'une bonne petite guerre et il trouve un bon prétexte avec la république sécessionniste tchétchène. Une fois débarrassé de la menace d'un changement de gouvernement, les Chicago Boys s'attaquent aux gros morceaux. Par exemple, la société pétrolière Youkos, qui contrôle plus de pétrole que le Koweït, et génère plus de 3 milliard de \$ par an, fut vendue seulement 300 millions de \$ (moins de 1% de sa valeur). Non seulement les richesses de la Russie furent bradées, mais acquises à l'aide de fonds publics détournés par des ministres d'Eltsine.

### **L'économie confisquée en Afrique du sud**

Les grandes lignes du programme économique de l'ANC étaient : « nous encourageons l'habilitation économique des Noirs, et celle-ci passe inévitablement par l'appropriation de certains secteurs de l'économie par l'Etat ». A la fin de l'apartheid, l'ANC doit apprendre à gouverner. Dans la fièvre de la libération, l'attention se focalise sur les aspects politiques et, pour arracher des avantages hautement symboliques, des concessions sont faites à l'ancien pouvoir blanc. Les décisions économiques sont confiées à des experts « techniques » prétendument impartiaux du FMI, de la banque mondiale et du GATT. Faute de compétences dans le domaine économique l'ANC passe à côté des véritables enjeux et se ligote dans un filet invisible (équivalent des notes de bas de page en caractères illisibles de nos contrats d'assurance). L'essentiel des ressources reste aux mains des anciens propriétaires. Le nouveau pouvoir hérite des dettes de l'ancien. Le nouvel état doit même payer des retraites d'aubaine

aux fonctionnaires de l'ancienne administration (comme quoi l'ultralibéralisme sait être doux à des fonctionnaires quand ça l'arrange).

Quand il ouvre les yeux sur la dure réalité, c'est trop tard : « Nous avons l'Etat, où est le pouvoir ? ».

Résultat : depuis 1990 (date de la libération de Nelson Mandela), l'espérance de vie a diminuée de 13 ans, et le taux de chômage des noirs est passé de 23% à 48%.

### **Crise de la dette asiatique (1997-1998)**

Le succès des « tigres » économiques de l'Asie faisait rêver tous les investisseurs de la planète. Des masses énormes de capitaux étrangers tombaient sur ces pays comme des nuées de sauterelles. Comme toujours dans les bulles spéculatives, il suffit d'une rumeur (que la Thaïlande ne pouvait plus soutenir sa devise) pour que la panique s'enfle et que les capitaux mondialisés s'envolent. La crainte irrationnelle auto-entretenu est devenue une réalité et les pays furent ruinés en un rien de temps.

En pareilles circonstances, les organismes comme le FMI (dont c'est la mission) doivent octroyer des prêts décisifs pour convaincre les spéculateurs à la baisse que l'économie ne sera pas abandonnée. Or Wall Street s'y opposa et l'octogénaire Milton Friedman - encore lui - déclara qu'il fallait « laisser couler » car le marché se rétablirait tout seul.

En vérité, ces tigres asiatiques ne plaisaient guère aux puristes du libre échange car ils interdisaient l'achat d'entreprises par des étrangers et gardaient des secteurs stratégiques, comme l'énergie ou les transports, dans le giron de l'état. L'occasion était trop belle d'éliminer ces barrières commerciales. La région vidée de ses devises n'aurait d'autre ressource que de mettre ses bijoux en vente et la plus grande braderie de tous les temps allait démontrer aux incrédules qu'il ne peut exister de troisième voie entre l'étatisme socialiste et le capitalisme à la mode de l'école de Chicago. Le FMI, se voyant en chirurgien de champ de bataille, assortit ses prêts de conditions cruelles et destructrices. On estime à 24 millions le nombre d'emplois perdus.

### **Le choc du 11 septembre 2001**

En visite sur « Ground Zero », Bush rendit hommage au dévouement des fonctionnaires et dans les mois suivants annonça la création d'un ambitieux programme public. Mais le choc ne l'avait pas converti au keynésianisme : il s'agissait d'investir des sommes colossales pour soutenir l'économie, mais elles ne profiteraient qu'au corporatisme. Une fois de plus il fallait profiter de l'état de choc pour avancer les pions de l'ultralibéralisme conformément à la méthode Friedman. La première étape consista à renforcer au delà de toute mesure les pouvoirs de l'exécutif dans les domaines de la police, de la surveillance, de la détention et de la guerre.

Puis ce fut le choc économique, le véritable objectif. Au lieu de brader les sociétés d'Etat existantes, comme dans les années 90, on créa de toute pièce un nouveau business, celui de la sécurité et de l'anti-terrorisme. C'était le triomphe de la contre révolution : après avoir grignoté les appendices de l'Etat depuis 30 ans, on allait pouvoir en dévorer le cœur. L'élan patriotique permis de passer outre à tout débat public. En 2003 l'Administration Bush affecta 327 milliards de \$ à des entreprises privées. L'industrie de la sécurité privée connaît un boum encore plus fulgurant qu'avait été celui de l'Internet avant 2001. Le capitalisme de choc était né.

### **Iraq : la guerre privatisée**

Cette guerre à but commercial est lancée comme un nouveau produit par une intense campagne planétaire de publicité : il faut protéger le monde contre les armes de destruction massives.

Le but était de transformer un état arabe riche en pétrole en un « état modèle », c'est à dire en une grande expérience d'ultralibéralisme, comme l'avait été le Chili pour servir de modèle à tout un continent.

La guerre est une affaire trop sérieuse pour être confiée aux militaires, disait Churchill ; la vision de Bush est qu'elle doit être confiée à l'entreprise privée. L'Etat, réduit à une coquille vide, n'est plus que le pipeline qui transvase directement l'argent de la poche des contribuables dans celle des compagnies, lesquelles sont choisies en fonction de leur liens étroits avec les membres du gouvernement (lesquels ne sont plus tenus de se défaire de leurs intérêts privés pour éviter les conflits d'intérêt, comme c'était la règle autrefois). Les profiteurs de la guerre (sociétés Blackwater, Halliburton, Betchel, Carlyle ...) n'ont plus besoin de faire le siège du gouvernement : ils sont le gouvernement. Il n'y a même pas d'appels d'offres (incompatibles avec la situation d'urgence), les contrats stipulent simplement que les compagnies seront remboursées des frais engagés dans la guerre, plus un certain pourcentage de bénéfice.

Une des actions les plus significative dans l'Irak vaincu consista à brader aux enchères à des compagnies étrangères les 200 sociétés d'états déclarées improductives et de remplacer toutes les productions locales par des importations. L'autorité d'occupation fit main basse sur les revenus de la société pétrolière nationale. Le taux de chômage, qui est la meilleure signature de l'école de Chicago, est monté à 67%. Puis la « reconstruction », sorte d'anti-plan Marshall, ne fit appel à aucune ressource locale. L'Administration d'occupation, appliquant le principe de Bush (si une tâche peut être accomplie par le secteur privé, il faut la lui confier) ne comportait que 1500 personnes alors que la société Halliburton en employait à elle seule 50 000 dans la région. Les irakiens, dont 655 000 furent victimes de la guerre, comprirent que la « reconstruction » était une forme inédite de razzia et eurent du mal à comprendre que l'intention était de leur offrir l'occasion de bâtir une démocratie moderne. Un demi million de fonctionnaires furent licenciés, parmi eux 400 000 militaires n'avaient guère d'autre perspective d'avenir que de se joindre à la rébellion.

L'impunité dont les entreprises de « reconstruction » étaient assurées (elles n'étaient assujetties à aucune loi locale ou américaine) engendra une cascade de fraudes qui engouffra les pétrodollars irakien aussi vite que les dollars du contribuable américain. L'échec catastrophique de la reconstruction n'eut plus qu'à être imputé aux conflits sectaires locaux et non à la rigidité doctrinale des utopistes de Chicago. Le capitalisme de choc profita du chaos culminant en 2007 pour faire voter par le parlement irakien une loi pour soustraire du champs d'action démocratique les décisions relatives aux réserves pétrolières. But de guerre atteint, on parla d'un possible retrait.

A mesure que la guerre se prolongeait, elle n'était plus qu'une entreprise à but lucratif. Les contrats de la seule entreprise Halliburton représente presque 4 fois le budget de l'ONU pour maintenir la paix dans le monde.

### **La seconde vague du Tsunami (2004)**

La vague qui fit 250 000 victimes et 2,5 millions de sans-abri suscita un élan de générosité sans précédent. La « reconstruction » devient une affaire sérieuse. Au Sri Lanka par exemple, des centaines de milliers de petits pêcheurs sont interdits de revenir sur le littoral « trop dangereux », ceci afin que des investisseurs étrangers puissent mettre en chantier de vastes complexes balnéaires sur ces sites trop idylliques.

Les méga-désastres sont la source de méga-profits.

### **Grand nettoyage à la Nouvelle Orléans (2005)**

Le monde a été scandalisé par l'incurie de l'Administration Bush qui avait laissé les digues se dégrader puis a étalé au grand jour son inefficacité dans le secours aux sinistrés. Imprégné du préjugé qu'un gouvernement est là pour aider ses citoyens en cas de coup dur, on n'a pas compris tout de suite que ce fut pour le haut du pavé une divine surprise : « Nous avons enfin nettoyé les logements sociaux de la Nouvelle-Orléans. Dieu a réussi là où nous avons échoué ». L'incroyable incompetence n'était qu'une ruse pour profiter d'une si belle occasion (100 milliards de \$ de fonds publiques ont été débloqués).

A 93 ans « Oncle Miltie », toujours aussi virulent, écrit dans le Wall Street Journal : « La plupart des écoles sont en ruine, au même titre que les maisons des élèves qui les fréquentaient. Ils sont aujourd'hui éparpillés aux quatre coins du pays. C'est l'occasion de transformer de façon radicale le système d'éducation ».

Au lieu de reconstruire les écoles on distribue des « bons d'études » qui tombent directement dans les caisses d'écoles privées (à but lucratif et subventionnées par l'Etat). Dix-neuf mois après l'inondation, alors que la plupart des pauvres sont encore en exil, presque toutes les écoles publiques ont été remplacées par des écoles privées. Seules 4 écoles sur 123 subsistent et 4700 instituteurs ont été licenciés. Ce n'est qu'un échantillon.

### **Israël : la sécurité compte plus que la paix**

Alors que la lutte contre le terrorisme devient la grande affaire du XXI<sup>e</sup> siècle, l'expérience d'Israël en la matière devient un atout de premier plan. L'industrie de la sécurité intérieure devient une spécialité locale de réputation internationale. La haute technologie, axée en grande partie sur la sécurité, compte aujourd'hui pour 60% des exportations. Comme la paix nuirait gravement au commerce de la sécurité, on comprend pourquoi les colombes sont bâillonnées.

Les bouleversements en Russie ont provoqué une vague d'immigration qui rend la main-d'œuvre palestinienne superflue. On peut donc boucler les territoires (ce ne sont plus les riches qui se barricadent derrière de hauts murs, ce sont les pauvres qu'on enferme). Comme l'ultralibéralisme fait naître des mégapoles de misère partout dans le monde, la barrière de sécurité devient le marché de l'avenir.

On est loin du rêve d'une planète ouverte, où l'absence de frontières serait la clé d'une prospérité sans limite. On est plutôt dans un cauchemar : les citoyens ordinaires, abandonnés par leurs Etats impuissants, croupissent dans des cloaques immondes, où des maladies jadis vaincues provoquent des hécatombes sous les caméras de surveillance. Pendant ce temps les demi-dieux de l'Etat corporatiste s'échappent en hélicoptère.

**Que faire ?** Si vous pensez êtes parmi les 0,001% qui sont du bon côté de la barrière, priez pour que ça dure. Sinon vous ne pouvez pas faire grand chose à votre petit niveau, seulement ceci (qui ne peut être délégué à vos représentants politiques préférés): diffusez le signalement de la Bête ; comme pour le SIDA, faites en sorte que le virus ne passe pas par vous. Vous voilà prévenus.

Bonne lecture des actualités.